

Recherches sociographiques



Gérard BÉLANGER, *Croissance du secteur public et fédéralisme : perspective économique*

André Blais

Volume 31, numéro 2, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Blais, A. (1990). Compte rendu de [Gérard BÉLANGER, *Croissance du secteur public et fédéralisme : perspective économique*]. *Recherches sociographiques*, 31(2), 287–288. <https://doi.org/10.7202/056533ar>

Gérard BÉLANGER, *Croissance du secteur public et fédéralisme: perspective économique*, Montréal, Agence d'Arc, 1988, 361 p.

 crit «  l'intention d'un public averti mais non spécialiste», comme le mentionne l'avant-propos, le livre rassemble des textes de l'auteur sur l'expansion du secteur public à l'intérieur du système fédéral canadien. Il traite plus de la question de l'expansion de l'état que de celle du fédéralisme (12 chapitres en 250 pages contre 5 chapitres en 100 pages).

La première partie touchant l'essor du secteur public débute par une revue de la littérature et enchaîne sur des sujets plus particuliers comme la protection de l'environnement, le virage technologique, la santé, les pensions, le transport, le salaire minimum et la fiscalité. Après avoir établi les faits, l'auteur présente quelques données simples et pertinentes sur les dépenses gouvernementales en démontrant que leur augmentation n'est pas imputable exclusivement à la hausse des coûts. Il identifie ensuite les principaux facteurs responsables de cette évolution, en particulier le déclin de la famille et de la religion, et les phénomènes politiques (votant médian, groupes organisés) propices à l'expansion de l' tat. Il analyse finalement les effets pervers de l'«omniprésence» gouvernementale: les coûts d'inefficacité des taxes, le caractère peu concluant des mesures de redistribution et les défaillances de la production bureaucratique. Chacun des points énumérés au premier chapitre reçoit une plus grande attention dans ceux qui portent sur des questions plus précises.

La deuxième partie, sur le fédéralisme, commence également par un tour de la littérature où on distingue l'approche conventionnelle en faveur de la centralisation, de celle du choix public prônant la décentralisation. Les chapitres suivants touchent la fiscalité, le gouvernement local et l' ducation. L'auteur y étale à plusieurs endroits sa conviction que les citoyens sont mieux servis par un fédéralisme décentralisé où peut jouer efficacement la concurrence entre les niveaux de gouvernement.

Le livre ne vise pas l'originalité. Il cherche plutôt à montrer le plus simplement et clairement possible «la pertinence de l'économie pour comprendre l'évolution du secteur public et des relations intergouvernementales». *Primo*, n'ayant pas été écrits pour le livre, les textes ne convergent pas vers quelque message précis. *Secundo*, les idées les plus importantes (croissance «artificielle» du secteur public à la faveur de phénomènes politiques, inefficacité gouvernementale et vertus de la concurrence entre gouvernements) ne sont pas illustrées par des études de cas. Le peu d'information concrète empêchera le lecteur ordinaire de bien saisir le sens des hypothèses formulées, alors que le spécialiste risque de trouver l'analyse superficielle et peu nouvelle.

L'ouvrage «origine [ galement] de la frustration de voir la perspective de la science économique si ignorée dans la discussion des phénomènes sociaux». Il constate le peu d'influence des économistes dans les politiques, comme celle de l'environnement. Parmi les raisons invoquées, mentionnons la faible valeur symbolique et l'apparente immoralité de la science économique. (Pp. 74s.) Ce sont là des observations justes d'autant plus qu'elles s'intègrent peu à l'interprétation économique classique retenue dans le reste du livre, interprétation qui laisse peu de place aux idées. Mais on ne peut s'empêcher de penser que c'est dans l'intérêt de l'économiste de laisser croire qu'il a peu d'influence et qu'il devrait en avoir davantage. Disons tout au moins qu'aux yeux d'un politicologue son aveu d'impuissance demeure un peu suspect.

En somme, *Croissance du secteur public et fédéralisme* présente de façon relativement claire et simple l'important point de vue économique de ces réalités politiques, et le livre peut

contribuer à le diffuser, au risque cependant de décevoir plusieurs lecteurs. Les thèses soutenues paraîtront bien abstraites tant et aussi longtemps que les économistes ne pointeront pas du doigt les faits concrets qu'elles permettent d'expliquer.

André BLAIS

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

Maryse SOUCHARD, *Le discours de presse: l'image des syndicats au Québec, 1982-1983*, Longueuil, Préambule, 1989, 263 p.

Voici un livre doublement inusité à vrai dire! D'abord, l'ouvrage est issu d'une thèse de doctorat en littérature comparée; il est pour le moins singulier de voir un travail de cette nature, c'est-à-dire ayant pour objet le syndicalisme et son image, surgir d'une analyse faite en littérature comparée. Qu'on ne s'attende donc pas à y trouver un exercice particulier à la sociologie, à la science politique ou aux relations industrielles, sous peine d'être déçu. Ensuite, l'étude de la négociation de 1982-1983 entre l'État et le quatrième Front commun du secteur public (Confédération des syndicats nationaux [C.S.N.], Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec [F.T.Q.], Centrale de l'enseignement du Québec [C.E.Q.]) sort résolument des voies déjà tracées de la sociologie classique du travail: rapport de force, mouvement social, exploitation économique, etc. Elle soumet plutôt le discours médiatique porté sur les syndicats par la presse dite d'information, *Le Devoir* en particulier, à un examen de la construction discursive de la dévalorisation et de la dénégation systématique du mouvement syndical.

Disons-le d'emblée: ce minutieux travail de Maryse Souchart se distingue autant par le caractère novateur de l'approche méthodologique que par la rigueur de la démarche analytique mise en œuvre. Pour traiter le discours sur le syndicalisme dans ces années trouble — c'était, est-il besoin de le rappeler, l'époque des lois 70 et 105 — l'auteur inscrit son exercice dans une problématique d'analyse de discours et, à l'intérieur de celle-ci, dans les limites de la sémiotique grémassienne. C'est dire en bref que nous sommes loin de la dissection classique de contenu, encore si largement prédominante dans le landerneau sociologique au point où on la considère comme la plus connue et la plus éprouvée des méthodes de lecture de texte. Or, il suffit de rappeler que l'analyse thématique et l'analyse catégorielle sont de véritables passoires qui possèdent peu de consistance théorique et d'instruments méthodologiques, ne serait-ce que parce qu'elles se définissent de façon essentielle par leur propre usage empirique et qu'elles utilisent des catégories thématiques, fournies par une théorie, que l'étude cherche à valider par ailleurs. Dans une telle perspective, le langage n'a aucune autonomie, il est purement instrumental; il n'est que l'exacte dénomination des choses et du monde, effectuée par le sujet parlant, pis que cela! il en est le reflet. Des pans entiers de la sociologie fonctionnent encore dans la transparence du langage et, lors même qu'ils utilisent exclusivement des données discursives, s'enferment dans une problématique préaussurienne du langage.